

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BNP PARIBAS LEASE GROUP**  
Société Anonyme au capital de 285.079.248 EUR  
Siège social : 18 rue Baudin - 92300 LEVALLOIS-PERRET  
632 017 513 RCS NANTERRE

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l’Assemblée générale mixte du 30 avril 2025

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société BNP PARIBAS Lease Group relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité des comptes.

**Fondement de l’opinion**

■ **Référentiel d’audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l’audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Risque de crédit - Provisionnement individuel**

Risque identifié	Notre réponse
Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit.	Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société et testé les contrôles clés concernant l’identification et l’évaluation des dépréciations.
Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur ses activités (prêts, crédit-bail et location simple).	Nous avons également réalisé, en date d’arrêté, des travaux sur les encours les plus significatifs.
Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions hors bilan et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d’origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables tels qu’énoncés dans la note 2-E de l’annexe aux comptes annuels.	Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :  ► l’identification des indicateurs de dépréciation ;  ► la classification des expositions en créances douteuses ;

<p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <p>► manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ces flux ;</p> <p>► statistiquement pour les plus petites créances présentant des caractéristiques similaires.</p> <p>Au 31 décembre 2024, le montant total des créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d’amortissement exposées au risque de crédit s’élève à M€ 9 124,70, dont M€ 290,5 de créances douteuses ; le montant total des dépréciations s’élève à M€ 229,20 comme présenté dans les notes 2-C, 2-E, 3-D, 3-G et 3-H de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l’identification et l’évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l’audit, l’appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>► la détermination des dépréciations manuelles et des dépréciations statistiques de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé.</p> <p>Avec l’aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons procédé à l’examen du modèle d’estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique.</p> <p>En complément, nous avons procédé à un examen de crédit sur la base d’un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d’amortissement exposées au risque de crédit.</p>
---	--

■ Valorisation des titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les postes « Participations et autres titres détenus à long terme » et « Parts dans les entreprises liées » représentent un total net de M€ 449,8 comme indiqué dans les notes 2-D et 3-F de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>Ces titres sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d’acquisition ou de leur valeur d’utilité.</p> <p>Cette valeur d’utilité fait l’objet d’une évaluation annuelle qui fait intervenir plusieurs techniques d’évaluation et des hypothèses macroéconomiques, notamment :</p> <p>► le recours à l’actif net réévalué ;</p> <p>► le recours à l’évaluation des fonds propres s’appuyant sur des données actuarielles ;</p> <p>► le recours à la méthode de la rentabilité future escomptée qui s’appuie sur des données prévisionnelles ainsi qu’un taux d’actualisation et un taux de croissance à l’infini ;</p> <p>► le cours de bourse moyen des 6 derniers mois.</p> <p>Lorsque la valeur d’utilité des titres est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.</p> <p>Il s’agit d’une estimation qui requiert l’exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments pertinents à prendre en compte.</p> <p>A ce titre, nous avons considéré que l’évaluation des titres de participation constituait un point clé de l’audit.</p>	<p>Nous avons évalué les processus mis en œuvre par votre société pour mesurer l’éventuel besoin de dépréciation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées.</p> <p>Nous avons mis en œuvre les procédures substantives suivantes :</p> <p>► analyse de cohérence entre les titres de participation / parts dans les entreprises liées analysés et la méthode de valorisation retenue ;</p> <p>► analyse technique de la construction des modèles de valorisation et examen des hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers retenus ;</p> <p>► examen des éléments prévisionnels utilisés en appréciant qu’ils étaient en ligne avec les plans d’affaires approuvés par les organes de direction des sociétés concernées.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux titres de participation.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

## ■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

## ■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

## ■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP PARIBAS LEASE GROUP par votre assemblée générale du 29 avril 2022 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la première année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### ■ Rapport au Comité des comptes

Nous remettons au Comité des comptes un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité des comptes, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 15 avril 2025

DELOITTE & ASSOCIES  
Julien Koskien

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres  
Luc Valverde

COMPTES ANNUELS EXERCICE 2024

BILANS COMPARÉS 2024-2023

(En milliers d'euros)			
ACTIF		2024	2023
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP		7,941	7,941
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		248,589	250,718
OPERATTONS AVEC LA CLIENTELE		2,793,348	3,199,592
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		296,918	354,973
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE		0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME		112,966	52,580
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES		336,859	345,587
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT		3,522,624	3,543,983
LOCATION SIMPLE		2,614,500	2,630,329
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		91,343	77,298
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2,632	3,945
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE		0	0
ACTTIONS PROPRES		0	0
AUTRES ACTIFS		248,361	340,957
COMPTES DE REGULARISATION		183,738	208,150
TOTAL DE L'ACTIF		10,459,818	11,016,053
(En milliers d'euros)			
PASSIF		2024	2023
BANQUES CENTRALES, CCP		0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		1,719,990	1,832,411
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE		7,191,343	7,451,951
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		275,799	297,098
AUTRES PASSIFS		261,509	329,791
COMPTES DE REGULARISATION		503,223	608,586
PROVISIONS POUR RISQUES ETCHARGES		31,270	26,709
DETTES SUBORDONNEES		0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG		476,684	469,507
CAPITAL SOUSCRIT		285,079	285,079
PRIMES D'EMISSION		0	0
RESERVES		38,168	38,168
ECART DE REEVALUATION		0	0
PROVISIONS REGLEMENTEES		0	0
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		258	335
REPORT A NOUVEAU		178	67
RESULTAT DE L'EXERCICE		153,001	145,857
ACOMPTE SUR DIVIDENDES		0	0
TOTAL DU PASSIF		10,459,818	11,016,053

**COMPTES DE RESULTAT COMPARES 2024-2023**

(En milliers d'euros)

COMPTES DE RESULTAT	2024	2023
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	156,725	157,458
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-288,039	-224,408
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	1,730,662	1,633,197
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	-1,498,288	-1,402,749
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	1,437,708	1,382,530
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	-1,231,552	-1,239,514
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	113,109	101,414
COMMISSIONS (PRODUITS)	37,908	41,342
COMMISSIONS (CHARGES)	-30,187	-24,580
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	-8,188	-12,910
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	6,731
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	301,707	279,835
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-97,127	-96,779
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>624,439</b>	<b>601,567</b>
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-422,606	-409,767
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	-6,462	-6,592
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>195,372</b>	<b>185,208</b>
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT	-7,495	-4,890
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>187,876</b>	<b>180,319</b>
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	-8,728	-287
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>179,148</b>	<b>180,032</b>
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	-26,147	-34,175
DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG et PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>153,001</b>	<b>145,857</b>

**HORS BILAN COMPARES 2024-2023**

(En milliers d'euros)

	2024	2023
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>149,327</b>	<b>181,522</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	144,687	164,681
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4,639	4,638
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES	0	12,202
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>1,742,643</b>	<b>2,061,062</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	19,092	64,206
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1,723,551	1,996,856
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

**ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX**  
**BNP PARIBAS LEASE GROUP SA**  
**EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024**

**1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

Le siège social de la société BNP PARIBAS LEASE GROUP a été transféré du 12 rue du Port 92000 Nanterre au 18 rue Baudin 92300 Levallois-Perret en date du 15 avril 2024.

En anticipation de la réforme de la facturation électronique et suite à une demande du groupe, la société BNP PARIBAS LEASE GROUP a opté à la TVA sur les débits, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.

Courant 2024, les opérations de création de la Joint-Venture chinoise « JFL BNP Paribas Agriculture and Technology Financial Leasing Co Ltd » ont été finalisées. BNP PARIBAS LEASE GROUP a souscrit à 45 % du capital de l'entité pour un montant de 450 millions de CNY( soit 60 386 milliers d'euros). Afin de couvrir le risque de change structurel, les titres ont été financés par un emprunt libellé en CNY du même montant.

Une assemblée mixte tenue en 2024 a constaté l'annulation des titres de l'entité SREI Infrastructure Finance Ltd. Les titres sont sortis du bilan

pour un montant brut de 16 187 milliers d'euros et ont fait l'objet d'une reprise de provision de même montant. Aucun impact sur le compte de résultat n'a été constaté.

## 2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de BNP PARIBAS LEASE GROUP ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements financiers, telles qu'elles sont prévues dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

Conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchuées du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit-bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA fait application de l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Dans le cadre des moratoires accordés au cours de la crise Covid-19, il a été pratiqué une méthode de lissage des loyers pour le seul périmètre des contrats rééchelonnés Covid-19 conduisant ainsi à la comptabilisation d'un produit à recevoir. Selon l'article 512-4 du PCG, sont rattachés à l'exercice : les produits acquis à cet exercice, auxquels s'ajoutent éventuellement les produits acquis normalement à des exercices précédents mais qui, par erreur ou omission, n'ont pas alors fait l'objet d'un enregistrement comptable. Un produit est acquis lorsque les prestations ont été effectuées ou les biens ont été livrés. En l'espèce, du fait de son choix de retenir une approche économique des contrats comme principe de reconnaissance du revenu, sur le seul périmètre des contrats rééchelonnés pour motif COVID-19, BPLG SA applique implicitement, sur ce périmètre, la méthode de linéarisation des loyers inégaux puisqu'il s'agit de la méthode fondée sur la réalité économique des contrats. Dans ces conditions, le preneur continue à tirer des avantages économiques procurés par l'usage du bien loué, ce qui justifie que BPLG SA soit en droit de considérer que le produit de loyers non facturés durant la période de moratoires est certain et acquis à la clôture. Ce produit à recevoir est inscrit au bilan dans les postes « Opérations de crédit -bail, de location avec option d'achat » et « Opérations de location simple » et au compte de résultat dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat » et « Produits sur opérations de location simple ».

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA détient 4 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- une succursale en Italie ;
- une succursale en Espagne ;
- une succursale en Allemagne ;
- une succursale au Portugal.

Leur activité est identique à celle de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA. Leurs comptes au 31 décembre 2024, intégrés dans les comptes de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

### A. CONVERSION DES OPERATIONS LIBELLEES EN DEVISES

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement ANC n° 2014-07. Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

### B. CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».



Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

### C. OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements ;
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales ;
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe D « Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée ;
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

### D. TITRES ET INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

#### *Titres de transaction*

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Depuis 2023, BNP PARIBAS LEASE GROUP SA a mis en place avec BNP PARIBAS SA un dispositif d'emprunts de titres d'état. Les titres prêtés sont inscrits à l'actif du bilan au poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » pour leur valeur de marché en contrepartie d'une dette de même

montant inscrite au passif du bilan au poste « Dettes représentées par un titre ».

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

#### **Titres de placement**

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable » ou des « obligations et autres titres à revenu fixe ».

Depuis 2021, BNP PARIBAS LEASE GROUP SA détient des titres de placement. Ces titres de placement sont constitués des obligations acquises suite à la titrisation.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement » du compte de résultat.

#### **Titres d'investissement**

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ne détient pas de titres d'investissement au 31 décembre 2024.

#### **Titres de l'activité de portefeuille**

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille au 31 décembre 2024.

#### **Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre. Pour les titres cotés (SIFL et JFL), la valeur d'utilité retenue est calculée sur la base du cours moyen de bourse des six derniers mois.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles BNP PARIBAS LEASE GROUP SA dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

***Instruments financiers à terme***

Les principes comptables applicables aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture sont décrits dans le règlement ANC n° 2014-07.

Dans le cadre de l'opération de titrisation, BPLG S.A. a mis en place deux swaps de taux (IRS - Interest Rate Swap ou dérivés) destinés à couvrir le risque global de taux d'intérêt de BPLG, résultant de la mise en place de l'opération Pixel 2021.

Lorsque les dérivés sont utilisés dans une stratégie de couverture, la symétrie relative à la reconnaissance de l'opération couverte d'une part, et l'effet de la couverture d'autre part, constitue le principe de base. Ainsi, les produits et charges des dérivés de taux sont enregistrés prorata temporis en compte de résultat et les gains et pertes latents ne sont pas enregistrés.

En cas d'arrêt de la relation de couverture, la comptabilisation des soultes perçues ou versées lors de la résiliation ou l'assignation des dérivés sera proratisée sur la durée résiduelle d'origine du contrat annulé si la couverture est toujours justifiée économiquement. A défaut, elle sera comptabilisée flat en compte de résultat.

**E. CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET LOCATION SIMPLE**

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement n° 2014-03 de l'ANC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

***Valeur brute***

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

***Amortissement***

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part ;
- et la limite de dégressivité admise d'autre part.

***Créances douteuses***

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements ;
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales ;
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux ;
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G et H « Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée ;
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions l'ANC n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

### **Dépréciation des immobilisations**

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2024.

## **F. IMMOBILISATIONS**

### **Immobilisations incorporelles**

Elles concernent principalement des logiciels acquis ou créés par BNP PARIBAS LEASE GROUP SA et sont inscrites pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou leur coût de production.

Elles font l'objet d'un amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilisation prévue (le plus souvent 3 ans) sans excéder 5 ans.

En 2020, il a été inscrit au poste des Immobilisations incorporels le mali technique généré par l'opération de transmission universelle de Patrimoine de CMV Médiforce avec BPLG SA pour un montant de 52 ME.

Il résulte de la différence entre le prix d'acquisition des titres soit 65 ME et de la quote part de situation nette apportée soit 13 ME.

Il est totalement affecté au fonds commercial apporté par CMV Médiforce.

Un fonds commercial acquis ou apporté ne générant pas de flux de trésorerie largement indépendants de ceux obtenus des autres éléments représentatifs de la clientèle peut, lors des exercices ultérieurs, ne donner lieu ni à amortissement, ni à dépréciation quand bien même il ne resterait plus aucun élément (ou aucun client) acquis à l'origine, dès lors que l'activité de la société concernée est bénéficiaire et que ses cash flows futurs permettent de démontrer que la valeur globale d'origine est toujours justifiée.

### **Immobilisations corporelles**

#### **Constructions :**

Les immobilisations corporelles de la société BNP PARIBAS LEASE GROUP SA sont constituées en totalité de biens immobiliers utilisés pour les besoins de son exploitation. Ces biens sont durablement destinés à concourir aux activités de l'entreprise.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA fait application, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, des règlements suivants :

- le règlement 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) qui porte sur l'amortissement et la dépréciation des immobilisations corporelles précisé par le CRC 2003-07. Ce règlement est remplacé par l'ANC n° 2014-03 ;
- le règlement 2004-06 du CRC qui porte sur la définition des actifs et qui définit les éléments qui peuvent ou doivent être incorporés dans le coût d'acquisition d'un actif. Ce règlement est remplacé par l'ANC n° 2014-03.

La méthode d'évaluation retenue est la méthode rétrospective. Les principales options choisies ont été :

- immobilisation des coûts d'acquisition et affectation de ces coûts au composant gros œuvre ;
- incorporation au composant gros œuvre des frais financiers supportés lors de la construction et directement affectable à celle-ci ;
- de retenir une valeur résiduelle nulle pour tous les composants des immeubles.

Les immeubles ont donné lieu à une décomposition déterminée à partir d'une analyse historique des immeubles en stock et permettant de définir les composants suivants :

- gros œuvre ;
- façade ;
- installations générales et techniques (IGT) ;
- agencements.

Pour chaque composant des immeubles, il a été défini une durée d'amortissement selon le type d'immeuble. Les biens sont amortis suivant le mode linéaire sur leurs durées probables d'utilisation, en application de la matrice suivante :

COMPOSANTS	DUREE	QUOTE-PART
Gros œuvre	60 ans	50 %
Façade	30 ans	15 %
IGT	20 ans	20 %
Agencements	10 ans	15 %

#### **Autres immobilisations corporelles :**

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- matériel : 5 ans ;
- mobilier : 10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

#### **G. PROVISIONS**

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration.

Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

#### **Provisions pour retraite, préretraite et avantages assimilés**

Les dispositions de la recommandation n° 2003-R.01 du CNC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (selon des hypothèses actuarielles), ont été appliquées en 2005. Elles s'attachent à harmoniser les méthodes de calcul utilisées pour déterminer les provisions constituées dans les comptes sociaux.

Avantages bénéficiant au personnel :

Les avantages consentis au personnel BNP PARIBAS LEASE GROUP SA sont classées en quatre catégories :

- Les indemnités de fin de contrat de travail versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité ;
- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation et l'abondement ;
- Les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA, par les primes de fin de carrière, et à l'étranger par des régimes de retraite portés pour certains d'entre eux par des fonds de pension.

##### **a) Indemnités de fin de contrat de travail**

Les indemnités de fin de contrat de travail résultent de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation par BNP PARIBAS LEASE GROUP SA du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite ou de la décision de membres du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.

##### **Avantages à court terme**

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

**Avantages à long terme**

Les avantages à long terme désignent les avantages autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Sont notamment concernées les rémunérations versées en numéraire et différées en plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes de l'exercice auquel elles se rapportent.

**Avantages postérieurs à l'emploi**

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA en France et à l'étranger résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés français de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ainsi que les régimes de retraite nationaux complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP PARIBAS LEASE GROUP SA est tenu ou pas par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentation des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels.

Jusqu'au 31 décembre 2012, BNP PARIBAS LEASE GROUP SA appliquait la méthodologie dite « du corridor » pour comptabiliser les écarts actuariels sur ses engagements.

Cette méthode autorise à ne reconnaître, à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée résiduelle moyenne d'activité des membres du personnel, que la fraction des écarts actuariels qui excède la plus élevée des deux valeurs suivantes : 10 % de la valeur actualisée de l'obligation brute ou 10 % de la valeur de marché des actifs de couverture du régime à la fin de l'exercice précédent.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, BNP PARIBAS LEASE GROUP SA applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « corridor » est abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

Les conséquences des modifications de régimes relatives aux services passés sont reconnues en résultat de façon étalée dans le temps jusqu'à l'acquisition complète des droits sur lesquels ont porté lesdites modifications.

Par ailleurs l'IFRIC, comité en charge des interprétations des normes IFRS, a proposé une nouvelle interprétation de la norme IAS 19 qui modifie la méthode de calcul des Indemnités de fin de carrière en réévaluant la période d'acquisition des droits pour les barèmes plafonnés à partir d'un certain nombre d'années d'ancienneté. Par sa nouvelle position, adoptée par l'IASB en juin 2021, l'IFRIC considère que, à partir du moment où, d'une part, aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et, d'autre part, les droits plafonnent après un certain nombre d'années d'ancienneté (N), ce seraient les N dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise qui lui confèrent les droits au moment du départ. La position des commissaires aux comptes de la place en France est que cette décision a aussi des conséquences sur la mesure de l'engagement pour des barèmes.

L'application de cette décision sur les barèmes en vigueur de BPLG conduit à une diminution de l'engagement. De plus, l'application d'IAS 8 conduit à une reconnaissance de cet impact en réserves net d'impôt différé.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

Elles se traduisent, au 31 décembre 2024, par la constitution de :

- Provision Retraite : 3 451 milliers d'euros ;
- Provision comptes épargne temps : 6 966 milliers d'euros.

H. IMPOTS DIFFERES

Depuis l’arrêté du 31 décembre 2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l’exercice 2024, l’impact de la charge différée est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et s’élève à 3 924 milliers d’euros.

I. PRODUIT NET BANCAIRE

a) Intérêts, produits et charges assimilées

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l’évolution d’un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis au prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b) Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit-bail, location avec option d’achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l’administration fiscale. Sont incluses également les moins-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat et les provisions pour dépréciation des Immobilisations Temporairement Non Louées (ITNL).

Les produits sur opérations de crédit-bail, de location avec option d’achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d’avance ou des loyers à recevoir en fin d’exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d’équipements).

Sur le périmètre des contrats rééchelonnés pour motif Covid-19, il a été pratiqué la méthode de lissage des loyers sur la durée restant à courir des contrats ce qui a généré un produit à recevoir de 12 ME.

S’y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l’exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

c) Commissions (charges et produits)

Ce poste reprend essentiellement les commissions d’affacturation (enregistrées dès qu’elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

J. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

L’accord d’intéressement, signé le 26 juin 2024 entre la direction BNP PARIBAS LEASE GROUP SA et les partenaires sociaux, a donné lieu en 2024 à une provision à hauteur de 4 160 milliers d’euros et la participation a été provisionnée à hauteur de 5 918 milliers d’euros.

Les rémunérations d’intermédiaires figurent dans le poste « autres frais administratifs » pour un montant de 5 827 milliers d’euros en 2024 contre 5 665 milliers d’euros en 2023 (dont 765 milliers d’euros pour les succursales en 2024).

3. NOTES SUR LE BILAN

A) OPERATIONS EN DEVISES

Les actifs et passifs libellés en devises 'out' figurant au bilan au 31 décembre 2024 sont présentés ci après :

En milliers d’euros			
Actifs	France	Succursales	TOTAL 2024
Créances sur les établissements de crédit	17	8,982	8,999
Créances sur la clientèle	0	0	0
Affacturation	0	72,055	72,055
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
Participations et autres titres détenus a long terme	60,386	0	60,386
Autres actifs	0	70	70

En milliers d’euros			
Passif	France	Succursales	TOTAL 2024
Dettes envers les établissements de crédit	61,375	75,963	137,338
Dettes envers la clientèle	0	3,322	3,322
Autres passifs	0	0	0
Comptes de régularisation	434	1,643	2,077

**B) CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP**

En milliers d'euros

	France	Succursales	2024	2023
Caisse	0	0	0	0
Banques centrales	0	7,941	7,941	7,941
<b>Total Caisse, Banques centrales, CCP</b>	<b>0</b>	<b>7,941</b>	<b>7,941</b>	<b>7,941</b>

**C) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

En milliers d'euros

	France	Succursales	2024	2023
Créances à vue	32,359	209,323	241,682	241,679
Créances rattachées	0	0	0	0
<b>Total à vue</b>	<b>32,359</b>	<b>209,323</b>	<b>241,682</b>	<b>241,679</b>
Prêt au jour l e jour	0	0	0	253
Autres créances à terme	6,691	0	6,691	8,674
Créances rattachées	146	69	215	113
Total à terme	6,837	69	6,906	9,040
<b>Créances douteuses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provisions au 31/12/2023	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	0	0	0	0
<b>Total Créances sur les Etablissements de Crédit</b>	<b>39,197</b>	<b>209,392</b>	<b>248,589</b>	<b>250,718</b>

Echéancier au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	6,691	6,691	0	0	0

**D) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (actif)**

En milliers d'euros

	France				Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage	Autres concours à la clientèle et affacturage		
Encours sains	55,723	450,321	0	118,199	2,135,271	2,759,514	3,165,542
Encours douteux (1)	571	21,594	0	2,783	35,951	60,899	55,542
Provisions au 31/12/2023 (1) (2)	0	-15,981	0	-317	-15,206	-31,504	-35,057
Dotations de l'exercice	0	-3,198	0	0	-10,921	-14,119	-9,059
Reprises de l'exercice	0	2,334	0	119	8,223	10,676	12,612
Autres variations	0	0	0	0	-1	-1	0
Provisions au 31/12/2024 (1) (2)	0	-16,845	0	-198	-17,906	-34,949	-31,504
<b>Encours nets</b>	<b>56,294</b>	<b>455,069</b>	<b>0</b>	<b>120,784</b>	<b>2,153,317</b>	<b>2,785,464</b>	<b>3,189,580</b>
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	458	1,932	0	192	5,301	7,884	10,012
<b>Encours totaux</b>	<b>56,752</b>	<b>457,002</b>	<b>0</b>	<b>120,977</b>	<b>2,158,618</b>	<b>2,793,348</b>	<b>3,199,592</b>



Les créances passées en perte et les récupérations sur créances figurent dans le coût du risque.

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Douteux compromis France	19,733	-15,504	4,230
Douteux compromis Succursales	16,020	-11,790	4,230
<b>Total douteux compromis</b>	<b>35,753</b>	<b>-27,293</b>	<b>8,460</b>
Douteux non compromis France	5,215	-1,540	3,675
Douteux non compromis Succursales	19,931	-6,116	13,815
<b>Total douteux non compromis</b>	<b>25,146</b>	<b>-7,656</b>	<b>17,490</b>
<b>TOTAL</b>	<b>60,899</b>	<b>-34,949</b>	<b>25,950</b>

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 14 118 k€ pour la France.

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros					
	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle	2,759,514	1,017,813	877,567	825,720	38,414

## E) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

En milliers d'euros			
	TOTAL 2024	Dont titres prêtés	Dont titres cotés
Valeur brute au 31/12/2023	67,565	53,146	0
Acquisitions de l'exercice	0	0	0
Cessions de l'exercice	0	0	0
Autres mouvements	-36,566	-28,714	0
<b>Valeur brute au 31/12/2024 (1)</b>	<b>30,999</b>	<b>24,432</b>	<b>0</b>
Provisions au 31/12/2023	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0
<b>Provisions au 31/12/2024</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total titres prêtés 31/12/2023</b>	<b>285,523</b>	<b>0</b>	<b>285,523</b>
Titres prêtés - Valeur nominale	295,000	0	295,000
Réévaluation sur titres prêtés	-30,074	0	-30,074
<b>Total titres prêtés 31/12/2024 (2)</b>	<b>264,926</b>	<b>0</b>	<b>264,926</b>
<b>Valeur nette au 31/12/2024</b>	<b>295,925</b>	<b>24,432</b>	<b>264,926</b>
<b>Valeur nette au 31/12/2023</b>	<b>353,088</b>	<b>53,146</b>	<b>285,523</b>

(1) : Il s'agit des obligations 'FCT Pixel 2021' pour un montant de 30,9 M€ dont 24,4 M€ prêtées à BNP PARIBAS.

(2) : Il s'agit de prêt de titres de créance qualifiées réglementairement par le Prêteur en tant que HQLA, nécessaire au respect du Liquidity Coverage Ratio.

En milliers d'euros		
	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
<b>Créances rattachées</b>		
Créances rattachées FCT Pixel	121	310
Créances rattachées OCA JFL	0	0
Créances rattachées sur titres prêtés	873	1,575
<b>Total Créances rattachées titres de placement</b>	<b>993</b>	<b>1,885</b>

Echéancier prêt de titres au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros					
	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> Sans
Prêt de titres	295,000	295,000	0	0	0

**F) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES**

En milliers d'euros

	Valeur nette	Dont titres cotés	Dont titres non cotes	Dont établissements de crédit
<b>Participations et autres titres détenus à long terme (France)</b>	<b>112,966</b>	<b>34,101</b>	<b>78,865</b>	<b>158</b>
Parts dans les entreprises liées (France)	336,485	0	336,485	284,342
Parts dans les entreprises liées (Succursales)	373	0	373	0
<b>Parts dans les entreprises liées (Total)</b>	<b>336,859</b>	<b>0</b>	<b>336,859</b>	<b>284,342</b>
Dotations en capital	0	0	0	0
Elimination des Opérations réciproques	0	0	0	0
<b>TOTAL 2024</b>	<b>449,824</b>	<b>34,101</b>	<b>415,723</b>	<b>284,500</b>
<b>TOTAL 2023</b>	<b>398,166</b>	<b>34,101</b>	<b>364,065</b>	<b>293,228</b>

L'évolution des valeurs brutes et nettes des titres de participation et parts dans les entreprises liées sur l'exercice est présentée ci-après :

En milliers d'euros

	Total	Parts dans les entreprises liées France	Parts dans les entreprises liées Succursales	Participations et autres titres détenus à long terme
Valeur brute au 31/12/2023	481,164	412,024	373	68,767
Acquisitions de l'exercice	58,685	0	0	58,685
Cessions de l'exercice	-16,188	0	0	-16,188
Autres mouvements	1,701	0	0	1,701
<b>Valeur brute au 31/12/2024</b>	<b>525,362</b>	<b>412,024</b>	<b>373</b>	<b>112,966</b>
Provisions au 31/12/2023	-82,998	-66,810	0	-16,188
Dotations de l'exercice	-8,728	-8,728	0	0
Reprises de l'exercice	16,188	0	0	16,188
Autres mouvements	0	0	0	0
<b>Provisions au 31/12/2024</b>	<b>-75,538</b>	<b>-75,538</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur nette au 31/12/2024</b>	<b>449,824</b>	<b>336,485</b>	<b>373</b>	<b>112,966</b>
<b>Valeur nette au 31/12/2023</b>	<b>398,166</b>	<b>345,214</b>	<b>373</b>	<b>52,580</b>

La liste des filiales, des participations et des principales sociétés dont BNP PARIBAS LEASE GROUP est l'associé indéfiniment responsable figure au point 6.E.III

Les principaux mouvements concernent :

- La souscription à la création de capital de JFL BNP Paribas Agriculture and Technology Financial Leasing (JBFL) pour 58 685 k€ (450 000 kCNY), et sa réévaluation de change pour 1 701 k€,
- La cession des titres SIFL pour 16 188 k€.

Concernant les provisions, les principaux mouvements sont :

- La dotation faite sur l'entité BPLG Belgique (8 728 k€),
- La reprise faite sur l'entité SIFL (16 188 k€).

**G) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT**

En milliers d'euros

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2024
	Solde au 31/12/2023	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Sorties sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	
<b>Immobilisations en Crédit Bail</b>											
Immobilisations en Crédit Bail mobilier France	1,662,326	375,201	-353,245	0	1,684,282	-974,290	-330,814	322,816	0	-982,288	701,994
Immobilisations en Crédit Bail mobilier Succursales	5,127,987	1,120,448	-788,361	0	5,460,074	-2,386,777	-1,024,208	677,452	0	-2,733,534	2,726,540
Immobilisations en Crédit Bail immobilier Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des immobilisations en Crédit Bail</b>	<b>6,790,312</b>	<b>1,495,649</b>	<b>-1,141,606</b>	<b>0</b>	<b>7,144,356</b>	<b>-3,361,067</b>	<b>-1,355,022</b>	<b>1,000,267</b>	<b>0</b>	<b>-3,715,822</b>	<b>3,428,534</b>
<b>Immobilisations en cours Crédit Bail</b>											
Immobilisations en cours Crédit Bail France	1,530	796	0	0	2,326	0	0	0	0	0	2,326
Immobilisations en cours Crédit Bail Succursales	20,525	0	-11,846	0	8,679	0	0	0	0	0	8,679
<b>Total des Immobilisations en cours Crédit Bail</b>	<b>22,055</b>	<b>796</b>	<b>-11,846</b>	<b>0</b>	<b>11,005</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11,005</b>
<b>Acomptes versés fournisseurs</b>											
Acomptes versés fournisseurs France	281	1	-72	0	210	0	0	0	0	0	210
Acomptes versés fournisseurs Succursales	16	117	-113	0	20	0	0	0	0	0	20
<b>Total des acomptes versés fournisseurs</b>	<b>297</b>	<b>117</b>	<b>-185</b>	<b>0</b>	<b>229</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>229</b>
<b>Total Immobilisations Crédit Bail</b>	<b>6,812,664</b>	<b>1,496,563</b>	<b>-1,153,637</b>	<b>0</b>	<b>7,155,590</b>	<b>-3,361,067</b>	<b>-1,355,022</b>	<b>1,000,267</b>	<b>0</b>	<b>-3,715,822</b>	<b>3,439,768</b>

En milliers d'euros

	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024
<b>Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)</b>					
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail France	50,682				67,172
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail Succursales	35,547				51,380
<b>Total Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)</b>	<b>86,230</b>				<b>118,552</b>
<b>Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)</b>					
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail France	-33,903	-17,267	5,103	0	-46,067
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail Succursales	-28,938	-23,624	10,586	0	-41,977
<b>Total Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)</b>	<b>-62,841</b>	<b>-40,891</b>	<b>15,688</b>	<b>0</b>	<b>-88,044</b>
<b>Créances rattachées Crédit Bail (3)</b>					
Créances rattachées Crédit Bail France	11,029				14,174
Créances rattachées Crédit Bail Succursales	57,967				38,174
<b>Total Créances rattachées Crédit Bail</b>	<b>68,997</b>				<b>52,347</b>
<b>Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit bail</b>	<b>92,385</b>			<b>0</b>	<b>82,856</b>

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Crédit bail compromis France	65,518	-44,337	21,180
Crédit bail compromis Succursales	44,267	-37,973	6,294
<b>Total crédit bail compromis</b>	<b>109,785</b>	<b>-82,311</b>	<b>27,474</b>
Crédit bail non compromis France	1,654	-1,730	-76
Crédit bail non compromis Succursales	7,113	-4,003	3,110
<b>Total crédit bail non compromis</b>	<b>8,767</b>	<b>-5,733</b>	<b>3,034</b>
<b>Total crédit-bail</b>	<b>118,552</b>	<b>-88,044</b>	<b>30,508</b>

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 31 712 k€ pour la France.

(3) Au titre du lissage des loyers sur le périmètre des contrats COVID-19 rééchelonnés, le montant des produits à recevoir s'élève à 11 836 k€, en totalité sur les succursales.

## H) LOCATION SIMPLE

En milliers d'euros											
	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2024
	Solde au 31/12/2023	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	
<b>Immobilisations en Location Simple</b>											
Immobilisations en Location Simple France	3,366,850	756,206	-774,468	0	3,348,587	-2,040,274	-694,366	691,787	0	-2,042,853	1,305,735
Immobilisations patrimoine France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations en Location Simple Succursales	2,233,846	571,269	-507,658	0	2,297,457	-1,111,757	-454,786	419,506	0	-1,147,037	1,150,420
<b>Total des immobilisations en Location Simple</b>	<b>5,600,695</b>	<b>1,327,476</b>	<b>-1,282,127</b>	<b>0</b>	<b>5,646,044</b>	<b>-3,152,030</b>	<b>-1,149,152</b>	<b>1,111,293</b>	<b>0</b>	<b>-3,189,890</b>	<b>2,456,155</b>
<b>Immobilisations en cours Location Simple</b>											
Immobilisations en cours Location Simple France	104,247	0	-22,453	0	81,794	0	0	0	0	0	81,794
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	23,963	3,150	-11,362	0	15,751	0	0	0	0	0	15,751
<b>Total des immobilisations en cours Location Simple</b>	<b>128,209</b>	<b>3,150</b>	<b>-33,815</b>	<b>0</b>	<b>97,545</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>97,545</b>
<b>Acomptes versés fournisseurs</b>											
Acomptes versés fournisseurs France	28	944	-934	0	38	0	0	0	0	0	38
Acomptes versés fournisseurs Succursales	17	111	-122	0	6	0	0	0	0	0	6
<b>Total des acomptes versés fournisseurs</b>	<b>46</b>	<b>1,055</b>	<b>-1,056</b>	<b>0</b>	<b>45</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>45</b>
<b>Total Immobilisations Location Simple</b>	<b>5,728,950</b>	<b>1,331,681</b>	<b>-1,316,997</b>	<b>0</b>	<b>5,743,634</b>	<b>-3,152,030</b>	<b>-1,149,152</b>	<b>1,111,293</b>	<b>0</b>	<b>-3,189,890</b>	<b>2,553,744</b>

## En milliers d'euros

	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024
<b>Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)</b>					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	72,490				92,398
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	16,741				18,645
<b>Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)</b>	<b>89,230</b>				<b>111,042</b>
<b>Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)</b>					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-42,785	-24,728	13,425	0	-54,088
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-15,067	-8,924	7,139	0	-16,852
<b>Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)</b>	<b>-57,852</b>	<b>-33,652</b>	<b>20,564</b>	<b>0</b>	<b>-70,940</b>
<b>Créances rattachées Location Simple (3)</b>					
Créances rattachées Location Simple France	10,605				9,052
Créances rattachées Location Simple Succursales	11,426				11,602
<b>Total Créances rattachées Location Simple</b>	<b>22,031</b>				<b>20,654</b>
<b>Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple</b>	<b>53,409</b>			<b>0</b>	<b>60,756</b>

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Location simple compromis France	84,204	-51,299	32,905
Location simple compromis Succursales	16,831	-15,715	1,116
<b>Total location simple compromis</b>	<b>101,035</b>	<b>-67,014</b>	<b>34,022</b>
Location simple non compromis France	8,194	-2,789	5,405
Location simple non compromis Succursales	1,813	-1,138	676
<b>Total location simple non compromis</b>	<b>10,007</b>	<b>-3,926</b>	<b>6,081</b>
<b>Total location simple</b>	<b>111,042</b>	<b>-70,940</b>	<b>40,102</b>

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 40 647 k€ pour la France.

(3) Au titre du lissage des loyers sur le périmètre des contrats COVID-19 rééchelonnés, le montant des produits à recevoir s'élève à 199 k€, en totalité sur les succursales.

## I) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

## En milliers d'euros

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	AUTRES VARIATIONS	CLOTURE
Fonds de commerce, Dépôts et Marques France	1,540	0	0	0	1,540
Droit au bail et droit d'entrée France	98	0	0	0	98
Frais d'établissements France	0	0	0	0	0
Logiciels France	137,932	8,680	-129,903	0	16,709
Mali technique (1)	51,867	0	0	0	51,867
Immobilisations incorporelles en cours France	19,276	10,103	0	0	29,380
Droit au bail et droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Frais d'établissements Succursales	0	0	0	0	0
Logiciels Succursales	4,211	4	-874	0	3,341
<b>Valeur brute</b>	<b>214,926</b>	<b>18,787</b>	<b>-130,777</b>	<b>0</b>	<b>102,935</b>
Amortissements et provisions Droit au bail et Droit d'entrée France	-98	0	0	0	-98
Amortissements et provisions fonds de commerce, Dépôts et marques France	-627	-87	0	0	-715
Amortissements frais d'établissements France	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels France	-132,768	-4,613	129,903	0	-7,478
Amortissements Droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Frais d'établissements Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels Succursales	-4,133	-42	874	0	-3,301
<b>Amortissements et provisions</b>	<b>-137,627</b>	<b>-4,742</b>	<b>130,777</b>	<b>0</b>	<b>-11,592</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>77,298</b>	<b>14,045</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>91,343</b>

(1) Le mali technique fait suite à la TUP avec CMV Mediforce (2020).

## En milliers d'euros

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	AUTRES VARIATIONS	CLOTURE
Terrains France	224	0	0	0	224
Constructions France : dont	89	0	-57	0	31
Gros œuvre France	30	0	0	0	30
Façade France	1	0	0	0	1
Agencement IGT France	56	0	-56	0	0
Agencements IAS France	1	0	-1	0	0
Appartement Adju France	0	0	0	0	0
Agencements, aménagements et installations France	6,994	0	-6,674	0	320
Matériel informatique France	37,194	243	-33,046	0	4,391
Matériels et mobiliers de Bureau France	484	0	-467	0	16
Matériels de transport France	0	0	0	0	0
Matériel et outillage France	0	0	0	0	0
Œuvres d'art France	24	0	0	0	24
Titres et avances des SCI France	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours France	0	0	0	0	0
Agencements, aménagements et installations Succursales	572	0	0	0	572
Matériel informatique Succursales	5,613	132	-354	0	5,390
Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Matériels et mobiliers de Bureau Succursales	3,102	22	-32	0	3,092
<b>Valeur brute</b>	<b>54,295</b>	<b>398</b>	<b>-40,631</b>	<b>0</b>	<b>14,061</b>
Amortissements Constructions France dont :	-72	-1	57	0	-15
Gros œuvre France	-14	0	0	0	-14
Façade France	-1	0	0	0	-1
Agencement IGT France	-56	0	56	0	0
Agencements IAS France	-1	0	1	0	0
Amortissements Agencements France	-6,970	-32	6,674	0	-328
Amortissements Matériel informatique France	-34,832	-1,337	33,046	0	-3,122
Amortissements Matériels et mobiliers de Bureau France	-467	-1	467	0	0
Amortissements Matériels de transport France	0	0	0	0	0
Amortissements Matériel et outillage France	0	0	0	0	0
Provisions Titres et avances des SCI France	0	0	0	0	0
Amortissements Agencements Succursales	-514	-11	0	0	-525
Amortissements Matériel informatique Succursales	-5,361	-180	354	9	-5,177
Amortissements Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Mat et mob de Bureau Succursales	-2,135	-159	32	0	-2,262
<b>Amortissements et provisions</b>	<b>-50,350</b>	<b>-1,719</b>	<b>40,631</b>	<b>9</b>	<b>-11,429</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>3,945</b>	<b>-1,322</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>2,632</b>

## J) AUTRES ACTIFS

## En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Autres débiteurs divers	56,321	31,522	87,843	153,935
Débiteur Succursales BPLG	0	0	0	0
Impôt société	2,817	12,801	15,618	14,134
Impôt différé actif	22,850	46,785	69,636	65,911
Acompte fournisseurs	140	0	140	230
Dépôts et cautionnements	7,023	63	7,087	7,854
Etat autres Impôts et taxes	11,345	53,781	65,127	98,351
Stock de Matériel	0	0	0	0
Provision pour dépréciation des stocks	0	0	0	0
Comptes débiteurs divers douteux	1,198	4,016	5,214	2,583
Provisions au 31/12/2023	-788	-1,253	-2,040	-1,501
Dotations de l'exercice	-1,497	-2,342	-3,839	-3,087
Reprises de l'exercice	1,416	2,160	3,575	2,548
Autres variations	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	-869	-1,435	-2,304	-2,040
<b>TOTAL</b>	<b>100,827</b>	<b>147,534</b>	<b>248,361</b>	<b>340,957</b>

**K) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Produits à recevoir	64,956	2,040	66,997	52,449
Appel en risques à recevoir BNPP	449	0	449	269
Charges à répartir	0	0	0	0
Valeurs à l'encaissement	2,817	7,996	10,813	20,077
Charges constatées d'avance	6,503	4,340	10,843	7,645
Autres	45,379	49,258	94,636	127,709
<b>TOTAL</b>	<b>120,105</b>	<b>63,634</b>	<b>183,738</b>	<b>208,150</b>

**L) BANQUES CENTRALES, CCP (PASSIF)**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dettes rattachées	0	0	0	0
<b>Total Banques centrales, CCP</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**M) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Comptes et emprunts à vue	170	2,466	2,636	15,230
Dettes rattachées	0	44	44	26
<b>Total à vue</b>	<b>170</b>	<b>2,510</b>	<b>2,680</b>	<b>15,256</b>
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance (1)	74,465	1,625,213	1,699,678	1,803,535
Dettes rattachées	1,000	16,631	17,631	13,620
<b>Total à terme</b>	<b>75,465</b>	<b>1,641,844</b>	<b>1,717,309</b>	<b>1,817,156</b>
<b>Total Dettes envers les Etablissements de crédit</b>	<b>75,636</b>	<b>1,644,354</b>	<b>1,719,990</b>	<b>1,832,411</b>

(1) Ce poste comprend principalement :

- les emprunts souscrits par notre succursale allemande auprès de BNP PARIBAS succursale de Francfort.

- l'emprunt en CNH souscrit en couverture de notre compte banque débiteur en devise chinoise pour un montant de 450 000 000 CNH, soit une contrevaieur euros de 60 386 k€.

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	1,699,678	429,668	558,898	651,954	59,158

**N) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (passif)**

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial.

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Comptes à vue	79,204	154,978	234,182	243,611
Dettes rattachées	0	0	0	0
<b>Total à vue</b>	<b>79,204</b>	<b>154,978</b>	<b>234,182</b>	<b>243,611</b>
Comptes à terme (1)	3,260,092	3,682,842	6,942,934	7,197,180
Dettes rattachées	1,025	13,202	14,227	11,160
<b>Total à terme</b>	<b>3,261,117</b>	<b>3,696,044</b>	<b>6,957,161</b>	<b>7,208,340</b>
<b>Total des opérations avec la clientèle</b>	<b>3,340,322</b>	<b>3,851,022</b>	<b>7,191,343</b>	<b>7,451,951</b>

(1) Ce poste comprend :

Emprunts souscrits auprès de BPLS	2,987,729	3,200,036	6,187,765	6,311,644
Encours cession de créances / Hire purchase	146,812	482,806	629,618	612,625
Encours faisant l'objet d'une titrisation	125,442	0	125,442	272,803
Dépôt de garantie	108	0	108	108

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme (hors dettes rattachées)	6,942,934	831,223	1,851,637	4,189,991	70,083

**O) DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE**

En milliers d'euros

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
<b>Titres de créances négociables (1)</b>	<b>10,000</b>	<b>10,000</b>
Valeur nominale (2)	295,000	311,000
Réévaluation	-30,074	-25,477
<b>Dettes sur titres empruntés au 31/12/2024</b>	<b>264,926</b>	<b>285,523</b>
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>274,926</b>	<b>295,523</b>

(1) La société BPLG a émis des titres de créances négociables (TCN) pour une valeur nominale de dix millions d'euros (10 000 000 €) en décembre 2024 arrivant à échéance en février 2025.

(2) La société BPLG a emprunté des titres de transaction en date du 13/09/2024 pour une valeur nominale de deux cent quatre vingt quinze millions d'euros (295 000 000 €), arrivant à échéance au 14/03/2025.

En milliers d'euros

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
<b>Dettes rattachées</b>		
Dettes rattachées Titres de créances négociables	0	0
Dettes rattachées sur titres empruntés	873	1,575
<b>Total Dettes rattachées titres</b>	<b>873</b>	<b>1,575</b>

**P) AUTRES PASSIFS**

En milliers d'euros

	France	Succursales	Elimination des opérations réciproques	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Etat et Organismes sociaux	14,913	6,917	0	21,830	34,574
Fournisseurs (crédit bail et assimilés)	43,327	44,413	0	87,740	130,732
Clients et tiers acquéreurs	12,228	13,987	0	26,214	30,818
Fournisseurs divers	0	0	0	0	0
Impôt société	195	17,163	0	17,358	19,946
Impôt différé passif	1,932	78,851	0	80,783	73,134
Participation	1,661	0	0	1,661	1,622
Dépôts de garantie	136	484	0	620	640
Affacturage	0	2,475	0	2,475	5,996
Frais de personnel	0	0	0	0	0
Fond commun de titrisation	5,672	0	0	5,672	9,148
Autres	3,544	13,612	0	17,155	23,180
<b>TOTAL</b>	<b>83,608</b>	<b>177,901</b>	<b>0</b>	<b>261,509</b>	<b>329,791</b>



**Q) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Produits perçus d'avance (1)	60,098	185,274	245,373	231,760
Charges à payer	146,014	55,261	201,275	200,631
Autres	890	13,671	14,561	124,077
Comptes d'encaissement	12,913	29,101	42,014	52,118
Règlement en cours affacturage	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>219,915</b>	<b>283,308</b>	<b>503,223</b>	<b>608,586</b>

(1) Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des régularisations des loyers de crédit bail, de L.O.A. et de location simple pour un montant de 52 060 k€ au 31 décembre 2024 pour la France et 111 303 k€ pour les succursales.

**R) PROVISIONS**

En milliers d'euros

	Ouverture	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	Clôture
Provisions pour retraites et avantages LT France	7,767	1,151	0	0	0	8,919
Provisions pour retraites Succursales	1,638	0	-43	-97	0	1,498
Provisions pour impôts France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges France	3,219	1,391	-151	-385	0	4,073
Provisions pour litiges Succursales	1,374	370	0	-401	0	1,343
Provisions pour engagements douteux France	0	0	0	0	0	0
Provisions sur situation nette négative Smart Conseil	0	0	0	0	0	0
Provisions pour charges diverses France	12,189	10,111	-5,242	-2,102	0	14,956
Provisions pour charges diverses Succursales	522	278	0	-319	0	481
<b>TOTAL</b>	<b>26,709</b>	<b>13,302</b>	<b>-5,437</b>	<b>-3,304</b>	<b>0</b>	<b>31,270</b>

**S) CAPITAUX PROPRES**

## 1) Capital

Au 31 décembre 2024, le capital social de BNP PARIBAS LEASE GROUP s'élève à 285 079 248 euros composé de 17 817 453 actions d'un montant nominal de 16 euros entièrement libérées.

## 2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de crédit bail ou de location simple. Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements soit 258 k€.

## 3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	285,079	0	0	0	0	285,079
Réserve légale	28,508	0	0	0	0	28,508
Autres réserves	9,661	0	0	0	0	9,661
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	335	0	0	0	-77	258
Report à nouveau	67	145,857	-145,747	0	0	178
Report à nouveau succursales	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	145,857	-145,857	0	153,001	0	153,001
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
<b>Total capitaux propres</b>	<b>469,507</b>	<b>0</b>	<b>-145,747</b>	<b>153,001</b>	<b>-77</b>	<b>476,684</b>

## 4) Résultat dilué par action et résultat par action

Résultats réduits à une seule action ajustée :

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	150,37
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	8,59
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	8,59

## 4. NOTES SUR LE HORS BILAN

## A) ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
<b>Engagements donnés</b>	<b>55,314</b>	<b>94,013</b>	<b>149,327</b>	<b>181,522</b>
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	50,765	93,922	144,687	164,681
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	4,549	91	4,639	4,638
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0	0
Engagements sur les produits dérivés	0	0	0	12,202
<b>Engagements reçus</b>	<b>277,934</b>	<b>1,464,709</b>	<b>1,742,643</b>	<b>2,061,062</b>
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	0	0	45,000
Engagements de financement reçus de la clientèle	13,192	5,900	19,092	19,206
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	20,093	8,986	29,078	26,610
Engagements de garantie reçus de la clientèle	244,649	1,449,824	1,694,473	1,970,246

(1) En 2024, il n'y a plus d'engagement douteux de financement en faveur de la clientèle.

## 5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

## INFORMATIONS SECTORIELLES

(En milliers d'euros)

	France	Succursales				TOTAL 2024
		Allemagne	Italie	Espagne	Portugal	
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	405,978	65,321	97,573	46,238	9,329	624,439
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	-316,409	-34,019	-54,976	-12,401	-4,801	-422,606

## A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2024	TOTAL 2024	TOTAL 2023	TOTAL 2023
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit France	3,182	1,888	2,950	2,229
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	5,071	52,044	3,434	41,968
Opérations avec la clientèle France	39,029	107,607	45,018	86,668
Opérations avec la clientèle Succursales	102,979	125,074	92,978	90,359
Obligations et autres titres à revenu fixe	6,665	1,426	13,010	3,185
Dotations aux provisions France	-34	0	10	0
Reprises de provisions France	60	0	44	0
Dotations aux provisions Succursales	-356	0	-160	0
Reprises de provisions Succursales	388	0	422	0
Créances passées en perte sur l'exercice	-260	0	-247	0
<b>TOTAL</b>	<b>156,725</b>	<b>288,039</b>	<b>157,458</b>	<b>224,408</b>

Les provisions relatives à ces opérations pour la partie capital sont enregistrées en coût du risque.

**B) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL****a) Produits sur opérations de crédit bail****(En milliers d'euros)**

	<b>France</b>	<b>Succursales</b>	<b>TOTAL 2024</b>	<b>TOTAL 2023</b>
Loyers	390,786	1,203,675	1,594,461	1,509,730
Reprise de provisions de dépréciation	7,438	652	8,089	6,879
Plus values de cession	15,837	15,093	30,930	26,908
Indemnités de résiliation	16,613	21,477	38,090	25,438
Produits divers	14,288	77,809	92,097	81,236
Dotations aux provisions	-17,267	-23,624	-40,891	-24,831
Créances passées en perte sur l'exercice	-2,612	-6,659	-9,271	-9,567
Reprises de provision	5,103	10,586	15,688	16,086
Récupérations sur créances amorties	742	727	1,468	1,318
<b>TOTAL</b>	<b>430,927</b>	<b>1,299,734</b>	<b>1,730,662</b>	<b>1,633,197</b>

**b) Charges sur opérations de crédit bail****(En milliers d'euros)**

	<b>France</b>	<b>Succursales</b>	<b>TOTAL 2024</b>	<b>TOTAL 2023</b>
Dotations aux amortissements	323,031	1,024,171	1,347,202	1,270,822
Dotations aux provisions de dépréciation	7,783	37	7,820	7,718
Moins values de cessions	15,701	86,558	102,258	85,174
Charges diverses	5,719	35,289	41,008	39,034
<b>TOTAL</b>	<b>352,234</b>	<b>1,146,055</b>	<b>1,498,288</b>	<b>1,402,749</b>

**C) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES****a) Produits sur opérations locations simples****(En milliers d'euros)**

	<b>France</b>	<b>Succursales</b>	<b>TOTAL 2024</b>	<b>TOTAL 2023</b>
Loyers	730,258	572,073	1,302,331	1,252,197
Reprise de provisions de dépréciation	14,943	98	15,041	8,984
Plus value de cessions	53,519	25,137	78,657	76,033
Indemnités de résiliation	28,982	7,491	36,473	30,277
Produits divers	27,179	8,634	35,813	37,389
Dotations aux provisions	-24,728	-8,924	-33,652	-26,311
Créances passées en perte sur l'exercice	-11,642	-6,290	-17,931	-17,716
Reprises de provision	13,425	7,139	20,564	20,903
Récupérations sur créances amorties	140	272	412	773
<b>TOTAL</b>	<b>832,077</b>	<b>605,632</b>	<b>1,437,708</b>	<b>1,382,530</b>

**b) Charges sur opérations de locations simples****(En milliers d'euros)**

	<b>France</b>	<b>Succursales</b>	<b>TOTAL 2024</b>	<b>TOTAL 2023</b>
Dotations aux amortissements	677,027	454,745	1,131,772	1,146,569
Dotations aux provisions de dépréciation	17,339	41	17,380	18,496
Moins values de cessions	33,042	39,703	72,746	63,937
Charges diverses	3,332	6,322	9,654	10,513
<b>TOTAL</b>	<b>730,741</b>	<b>500,811</b>	<b>1,231,552</b>	<b>1,239,514</b>

**D) REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE****(En milliers d'euro)**

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Parts dans les entreprises liées (1)	102,721	46	102,768	92,475
Participations et autres titres à long terme (2)	10,341	0	10,341	8,939
Dotations/reprises	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>113,063</b>	<b>46</b>	<b>113,109</b>	<b>101,414</b>

(1) Parts dans les entreprises liées

3 STEPIT : 2 290 k€

ARTEGY SAS : 1 160 k€

CNH CAPITAL EUROPE : 30 460 k€

CLAAS FINANCIAL SERVICES : 11 214 k€

APROLIS FINANCE SAS : 661 k€

SAME DEUTZ FAHR FINANCE : 532 k€

BNP PARIBAS LEASE GROUP SP.ZO.O. : 2 149 k€

BNP Paribas Lease Group PLC : 38 029 k€

BNPP Leasing Solutions IFN SA : 14 916 k€

BNL Leasing SPA : 1 183 k€

BNPP Leasing Solutions : 127 k€

ALLIN ONE GmbH : 46 k€

RD RENTING SA : 0 k€

(2) Participations et autres titres à long terme

JIANGSU FINANCIAL LEASING CO LTD : 7 871 k€

2HOLDING N&amp;B Oy : 2 455 k€

OSEO SA - BPI France : 15 k€

FORTIS LEASE BELGIUM : 0 k€

**E) COMMISSIONS****(En milliers d'euro)**

	TOTAL 2024		TOTAL 2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle France	2,522	163	2,560	136
Opérations avec la clientèle Succursales	2,274	7,525	2,076	7,119
Opérations Affacturage France	0	5,005	0	6,215
Opérations Affacturage Succursales	0	16,615	0	19,761
Prestations de services financiers France	9,597	8,564	6,721	8,110
Prestations de services financiers Succursales	15,794	36	13,223	0
<b>TOTAL</b>	<b>30,187</b>	<b>37,908</b>	<b>24,580</b>	<b>41,342</b>

**F) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION****(En milliers d'euro)**

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Sur opérations de change France	-11	14
Sur SWAP France	-8,165	-12,889
Sur opérations de change Succursales	-12	-34
<b>TOTAL</b>	<b>-8,188</b>	<b>-12,910</b>

**G) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT****(En milliers d'euro)**

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Sur titres de placement	0	6,731
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>6,731</b>

**H) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2024		TOTAL 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	230,858	0	211,624	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	46,803	0	47,108	0
Autres produits ou charges d'assurance France	7,600	1,226	5,760	1,692
Autres produits ou charges d'assurance Succursales	4,917	0	4,338	0
Quote part des subventions virée au compte de résultat	151	0	207	0
Quote part des opérations faites en commun France	0	0	0	0
Quote part des opérations faites en commun Succursales	0	0	0	0
Produits sur cessions de créances France	1,339	0	1,279	0
Produits sur cessions de créances succursales	5,075	0	4,589	0
Autres produits France	2,808	0	2,827	0
Autres produits Succursales	983	0	988	0
Dotations/Reprises provisions France	1,073	948	1,115	1,475
Dotations/Reprises provisions Succursales	101	45	0	56
Autres charges France	0	60,150	0	56,473
Autres charges Succursales	0	34,758	0	37,083
<b>TOTAL</b>	<b>301,707</b>	<b>97,127</b>	<b>279,835</b>	<b>96,779</b>

**I) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION****1) Frais de personnel**

(En milliers en euros)

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Salaires et traitements	102,026	32,126	134,152	133,667
Charges sociales	39,504	7,284	46,787	48,068
Charges de retraite	10,253	192	10,446	10,334
Participation	6,019	0	6,019	5,682
Intéressement	3,925	0	3,925	6,778
Autres charges connexes	2,772	311	3,083	2,673
Dot/Rep Provisions	2,740	-125	2,614	1,498
<b>TOTAL</b>	<b>167,238</b>	<b>39,787</b>	<b>207,026</b>	<b>208,701</b>

L'effectif moyen en France est de 1 567 personnes pour l'exercice 2024 et comprend 374 non cadres et 1 193 cadres. Pour les succursales il est de 453 personnes (25 cadres et 428 non cadres).

Les salaires et traitements incluent les provisions pour congés payés constituées soit au titre de droits acquis depuis l'ouverture de la période de référence en cours à la fin de l'exercice, soit au titre de droits antérieurs non encore utilisés.

Dans les charges sociales, sont incluses les contributions aux œuvres sociales du Groupe

Les charges de retraite correspondent aux cotisations versées aux caisses de retraite et au placement des indemnités de départ à la retraite auprès de CARDIF.

Les charges connexes incluent en particulier les frais de formation du personnel et les taxes assises sur les salaires.

**2) Autres frais administratifs**

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 215 580 k€ contre 201 066 k€ en 2023 (dont 66 410 k€ pour les succursales en 2024).

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 495 k€ pour la France et à 267 k€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinets Ernst and Young, Deloitte et PWG

**J) COUT DU RISQUE**

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dotations aux provisions	-4,661	-12,907	-17,568	-11,996
Créances passées en perte sur l'exercice	-1,409	-2,898	-4,307	-7,873
Reprises de provision	3,809	9,994	13,803	14,695
Récupérations sur créances amorties	4	542	546	262
Dotations / Reprises pour risques	0	31	31	23
<b>TOTAL</b>	<b>-2,257</b>	<b>-5,238</b>	<b>-7,495</b>	<b>-4,890</b>

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit la clientèle pour la partie capital. La partie intérêts des créances douteuses est quant à elle enregistrée dans les postes de produits de cette activité. Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

#### K) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

(En milliers d'euros)

	Particip. et autres titres à long terme	Parts dans les entreprises liées	Sur immob. corporelles et incorporelles	Sur déprédation des autres actifs	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Plus value et reprises de provisions France (1)	16,188	0	0	0	16,188	7,617
Plus value et reprises de provisions Succursales	0	0	0	0	0	0
Moins value et dotations aux provisions France (2)(3)	-16,188	-8,728	0	0	-24,916	-7,904
Moins value et dotations aux provisions Succursales	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>-8,728</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-8,728</b>	<b>-287</b>

(1) Reprise pour dépréciation des titres SIFL (16 188 k€).

(2) Moins value de cession des titres SIFL (-16 188 k€).

(3) Dotation pour dépréciation des titres BPLG Belgique (-8 728 k€).

#### L) RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par BNP Paribas Lease Group SA. et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2024, BNP Paribas Lease Group n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

#### M) IMPOT SUR LES SOCIETES

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, constitution d'un groupe fiscal BPLG composé d'Artégry, de Same Deutz Fahr finance et de BNP PARIBAS LEASE GROUP en tant que tête de groupe.

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Impôt société	-822	-21,077	-21,899	-31,909
Impôt différé	1,167	-5,091	-3,924	-2,266
Dot/ Rep Provisions pour impôts	-324	0	-324	0
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>-26,167</b>	<b>-26,147</b>	<b>-34,175</b>

## AUTRES INFORMATIONS

### A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES

(En milliers d'euros)

	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales	Elimination des opérations réciproques	TOTAL 2024
<b>ACTIF</b>				
Créances envers les établissements de crédit	39,180	202,925		242,105
Créances sur la clientèle	274,116	6,501		280,617
Actions et autres titres à revenu variable, participations et parts dans les entreprises liées	396,872	348		397,220
Obligations et autres titres à revenu fixe	31,119	0		31,119
Obligations et autres titres à revenu variable	0	0		0
Autres Actifs	23,474	13,022		36,496
Comptes de régularisation actif	61,323	137		61,460
<b>PASSIF</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	75,585	1,599,387		1,674,972
Emprunts et Comptes créditeurs de la clientèle	2,988,746	3,213,235		6,201,981
Dettes représentées par un titre	0	0		0
Autres passifs	7,722	2,297		10,019
Comptes de régularisation passif	33,350	14,884		48,234
<b>HORS BILAN</b>				
Engagements de financement en faveur d'établissements	0	0		0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de c	11	44		55
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0		0
Engagements de financement reçus d'établissements de c	0	0		0
Engagements de financement reçus de la clientèle	13,192	5,900		19,092
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi	0	3,225		3,225
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	253		253

### B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

(En euros)

Résultat de l'exercice	153,001,053.96
Report à nouveau	177,594.21
<b>Total à répartir</b>	<b>153,178,648.17</b>

(En euros)

Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0.00
Dividendes	153,051,921.27
Acompte sur dividendes	0.00
Report à nouveau	126,726.90
<b>Total réparti</b>	<b>153,178,648.17</b>

### C) COMPTABILITE SOCIALE ET FINANCIERE ET CONSOLIDATION

En tant qu'Etablissement de crédit, BNP PARIBAS LEASE GROUP, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de crédit bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalée ".

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

Par ailleurs, il convient d'y ajouter les impacts des normes IFRS pour déterminer le montant des réserves de consolidation. Ces impacts sont constitués principalement des provisions IFRS 9 stage 1 et stage 2 et de la revalorisation des titres soit par résultat soit par capitaux propres. Enfin il est constaté un impôt différé financier dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

**a) Passage du résultat social au résultat financier****(En milliers d'euros)**

	<b>TOTAL 2024</b>
<b>Résultat comptable avant impôt</b>	<b>179,148</b>
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob	-140,284
Différence entre plus et moins value sociales et financières	77,718
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances doute	-678
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	41,214
Divers (1)	31,004
<b>Résultat financier avant impôt au 31/12/2024</b>	<b>188,122</b>
(1) Dont +9 494 k€ au titre de la provision IFRS 9	

**b) Principaux éléments composant la réserve financière**

La réserve financière de BNP PARIBAS LEASE GROUP au 31 décembre 2024 se décompose de la façon suivante :

**(En milliers d'euros)**

	<b>TOTAL 2024</b>
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob	307,117
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances doute	9,214
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	119,038
<b>Réserve financière brute CB/LS French au 31/12/2024</b>	<b>435,369</b>
<b>Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées</b>	<b>0</b>
<b>Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS</b>	<b>435,369</b>
Provision IFRS 9	-53,086
Revalorisation des titres	817,063
Autres	25,262
<b>Réserve financière brute au 31/12/2024</b>	<b>1,224,609</b>

**c) Consolidation**

BNP PARIBAS LEASE GROUP est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

**D) INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS TERME**

BNP PARIBAS LEASE GROUP a mis en place des instruments financiers à terme dans le cadre de la couverture des fluctuations de taux d'intérêt. Les montants notionnels des instruments utilisés sont présentés ci-après :

**(En milliers d'euros)**

	<b>France</b>	<b>Succursales</b>	<b>TOTAL 2024</b>
<b>Opérations fermes de gré à gré</b>			
<i>dont swaps de taux</i>	125,684	0	125,684
<i>dont swaps de devises</i>	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>125,684</b>	<b>0</b>	<b>125,684</b>

**E) EVENEMENTS POST CLOTURE**

Aucun élément significatif, postérieur à la date du 31 décembre n'est intervenu.



E) Information sur les filiales, participations et parts de société

TABLEAU des FILIALES et des PARTICIPATIONS

I. RENSEIGNEMENTS DETAILLES (filiales dont la valeur brute excède 1 % du capital de BNP PARIBAS LEASE GROUP) :

(En milliers d’euros)  
(Art. 247 à 295 du décret sur les Sociétés commerciales)

SOCIETE OU GROUPES DE SOCIETES		CAPITAL (31.12.2024)	CAPITAUX PROPRES AUTRE QUE LE CAPITAL	QUOTE-PART DE CAPITAL DETENUE EN %AGE	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS & AVANCES CONSENTIS PAR LA STE ET NON REMBOURSES	MONTANTS DES CAUTIONS, AVALS ET AUTRES ENGAGEMENTS DONNES PAR LA STE	CHIFFRE D'AFFAIRES H.T. DU DERNIER EXERCICE ECOULE	RESULTAT DU DERNIER EXERCICE CLOS (31.12.2024)	DIVIDENDES ENCAISSES DANS L'EXERCICE
					BRUTE	NETTE					
A. Filiales (50 % au moins du capital détenu dans les sociétés) :											
Sociétés françaises											
ARTEGY	NANTERRE	1,600	76,824	100.00 %	33,200	33,200	0	0	115,690	1,307	1,160
SAME DEUTZ FAHR FINANCE	NANTERRE	7,378	505	100.00 %	14,533	14,533	0	0	35,135	-2,675	532
CLAAS FINANCIAL SERVICE	NANTERRE	44,625	63,221	51.01 %	22,883	22,883	0	0	421,817	7,211	11,215
MGF SAS	NANTERRE	4,682	21,966	51.00 %	13,085	13,085	0	0	156,604	2,348	0
CNHI CAPITAL EUROPE	NANTERRE	88,482	168,714	50.10 %	44,334	44,334	0	0	1,784,985	95,315	30,460
BNP PARIBAS 3 STEP IT	NANTERRE	14,000	1,971	51.00 %	9,588	9,588	0	0	645,575	8,497	2,290
Sociétés étrangères											
BPLG PLC	Wellington (GB)	60	273,829	100.00 %	99,196	99,196	0	0	0	38,510	38,029
BPLG SP ZO.O	Varsovie	3,975	0	100.00 %	4,043	4,043	0	0	0	4,557	2,149
BPLG SA	Bruxelles	3,900	3,154	100.00 %	39,845	29,230	0	0	0	2,885	127
BPLG IFN	Roumanie	3,925	22,099	99.95 %	7,645	7,645	0	0	0	6,425	14,916
MANITOU FINANCE LIMITED	GB	8,783	7,544	51.00 %	5,022	5,022	0	0	0	3,015	0
B. Participations (détention entre 10 et 50 %)											
Sociétés françaises											
Sociétés étrangères											
BPLG SPA	Milan (1)	41,038	620	26.17 %	87,595	23,278	0	0	0	-2,708	0
BNL Leasing SPA	Milan	2,000	95,084	26.17 %	26,795	26,580	0	0	0	4,149	1,183
ZHOLDING N&B OY	Finlande	3	31,831	13.20 %	18,300	18,300	0	0	0	14,789	2,455
JBFL	China	134,191	0	45.00 %	60,386	60,386	0	0	0	208	0
(1) assimilé à une filiale d'après la réglementation bancaire											

(1) assimilé à une filiale d'après la réglementation bancaire

II. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX

SOCIETE OU GROUPES DE SOCIETES	CAPITAL (31.12.2024)	CAPITAUX PROPRES AUTRE QUE LE CAPITAL	QUOTE- PART DE CAPITAL DETENUE EN %AGE	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS & AVANCES CONSENTIS PAR LA STE ET NON REMBOURSES	MONTANTS DES CAUTIONS, AVALS ET AUTRES ENGAGEMENTS DONNES PAR LA STE	CHIFFRE D'AFFAIRES H.T. DU DERNIER EXERCICE ECOULE	RESULTAT DU DERNIER EXERCICE CLOS (31.12.2024)	DIVIDENDES ENCAISSES DANS L'EXERCICE
				BRUTE	NETTE					
A. Filiales non reprises au paragraphe I :										
a) filiales françaises	APROLIS			1,710	1,710	0	0			661
b) filiales étrangères				2,923	2,532	0	0			0
B. Participations non reprises au paragraphe I :										
a) dans les Stés françaises										
b) dans les Stés étrangères										

III. BNP PARIBAS LEASE GROUP est associé indéfiniment responsable des sociétés suivantes :

Néant.

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 153.001.053,96 EUR de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	153.001.053,96 EUR
Report à nouveau de l'exercice précédent	177.594,21 EUR
Formant un résultat distribuable	153.175.648,17 EUR
Pour une distribution de dividendes (8,59 EUR par action X 17.817.453 actions)	- 153.051.921,27 EUR
Solde au report à nouveau	126.726,90 EUR

Le dividende de 153.051.921,27 EUR est payable au plus tard le 5 mai 2025 à raison de 8,59 EUR par action de 16 EUR de nominal.  
L'Assemblée générale prend acte que les dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices, se sont élevés à :

	<u>2021</u>	<u>2022</u>	<u>2023</u>
Dividende distribué en Euros	9,36	10,26	8,18

## **Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au siège social de BNP PARIBAS LEASE GROUP, sis au 18 rue Baudin - 92300 LEVALLOIS-PERRET.